

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 septembre 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 122 de l'ordre du jour
Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

**Lettre datée du 8 septembre 2022, adressée au Secrétaire général,
au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil
de sécurité par la Représentante permanente du Costa Rica
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom des 27 États Membres¹ qui constituent le groupe interrégional dénommé Groupe Responsabilité, cohérence et transparence (Groupe ACT), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document de position sur la sélection et la nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

Nous espérons que ce document, qui s'appuie sur le document non officiel sur la sélection et la nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale pour le mandat qui commencera en 2022 (voir [A/75/755](#)) et sur les enseignements que le Groupe ACT a tirés de la procédure de sélection de 2015-2016 (voir [A/72/514-S/2017/846](#)), sera une référence utile et encouragera la tenue d'une discussion en temps opportun sur les prochaines procédures de sélection.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 122 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente de la République du Costa Rica
(Signé) Maritza **Chan Valverde**

¹ Arabie saoudite, Autriche, Chili, Costa Rica, Danemark, Équateur, Estonie, Finlande, Gabon, Ghana, Hongrie, Irlande, Jordanie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Maldives, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Portugal, Rwanda, Slovénie, Suède, Suisse et Uruguay.



**Annexe à la lettre datée du 8 septembre 2022 adressée
au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale
et au Président du Conseil de sécurité par la Représentante
permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Si la résolution [69/321](#) a été pleinement mise en application au cours de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, le Groupe Responsabilité, Cohérence et Transparence (Groupe ACT) entend toutefois continuer à procéder à de nouvelles améliorations. Forts des enseignements tirés en 2015-2016, les États Membres n'ont cessé d'affiner les méthodes de travail de l'Assemblée générale et la relation entre celle-ci et le Conseil de sécurité, de renforcer la responsabilité, la transparence et la mémoire institutionnelle du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, et d'améliorer la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale.

Nous nous félicitons de plusieurs améliorations apportées au cours de la soixante-quinzième session, notamment des points suivants : il a été noté qu'aucune femme n'a encore occupé les fonctions de secrétaire générale de l'Organisation ; il a été souligné qu'il était important que les candidates et candidats au poste de secrétaire général(e) puissent exposer leur vision stratégique aux États Membres et répondre à leurs questions lors de sessions de travail informelles ; il a été précisé que les candidatures devaient être soutenues par au moins un État Membre, les États étant par ailleurs encouragés à collaborer avec la société civile pour trouver des candidates et candidats potentiels ; l'importance du rapport annuel du Conseil de sécurité a été soulignée.

Nous souhaitons vous faire part ci-après des enseignements tirés de la soixante-quinzième session, qui, selon nous, devraient constituer le point de départ des négociations futures, et non un objectif à atteindre. Le Groupe ACT se réjouit de pouvoir s'appuyer sur ces progrès à la soixante-dix-septième session et au-delà, et coopérer avec toutes les parties lors des futures procédures de sélection, afin que l'Organisation des Nations Unies devienne plus inclusive, plus transparente et plus efficace.

Rôle et pouvoirs de l'Assemblée générale

- L'Assemblée générale doit continuer de jouer un rôle central dans toutes les futures procédures de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale.
- Le Groupe ACT rappelle qu'il revient à l'Assemblée générale de nommer le Secrétaire général ou la Secrétaire générale, sur recommandation du Conseil de sécurité. Une candidate ou un candidat au poste de secrétaire général(e) doit bénéficier de l'appui le plus large possible parmi les Membres, et une collaboration active et étroite avec l'Assemblée générale est le meilleur moyen pour elle ou pour lui de s'en assurer.
- Le Groupe ACT encourage le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale à continuer de communiquer des renseignements sur la procédure de sélection, notamment en utilisant le site Web officiel de la présidence de l'Assemblée générale pour fournir des informations sur les candidatures, entre autres en ce qui concerne la présentation des candidatures, les biographies des candidates et candidats, la présentation de leurs visions stratégiques, les séances de questions-réponses et, le cas échéant, les lettres de retrait des candidatures. Il encourage

également la présidence de l'Assemblée générale à donner un aperçu de la procédure de sélection elle-même, notamment sur le site Web du Bureau.

- Le Groupe ACT se félicite de ce qu'après la nomination, une séance informelle de l'Assemblée générale, convoquée par sa présidence, continue à se tenir avec la personne retenue pour le poste de secrétaire général(e) afin de l'aider à se préparer à l'exercice de sa fonction.

Critères de présentation des candidatures

- Le Groupe ACT estime que, l'ONU étant une organisation intergouvernementale, toute candidature au poste de secrétaire général(e) devrait être soutenue par au moins un État Membre pour pouvoir être soumise à l'examen de l'Assemblée générale. Cela est désormais clairement énoncé dans la résolution [75/325](#).
- Le Groupe ACT continue de considérer la société civile comme une alliée importante dans les futures procédures de sélection. Nous saluons la recommandation selon laquelle les futures lettres communes des présidences de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité devraient appeler les États à collaborer avec la société civile et d'autres acteurs afin de trouver des candidats potentiels, en particulier des candidates. Il y a toutefois lieu, notamment pour les présidences du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, de redoubler d'efforts dans ce sens.
- Dans sa résolution [75/325](#), l'Assemblée générale note, au paragraphe 68, qu'aucune femme n'a encore été Secrétaire générale. Le Groupe ACT approuve l'invitation faite aux États Membres dans ce paragraphe de garder cela présent à l'esprit lorsqu'ils proposeront des candidatures à ce poste et les encourage vivement à soumettre des candidatures de femmes qualifiées. Il continuera de plaider en faveur de l'égalité des genres à tous les niveaux de l'Organisation.
- Le Groupe ACT engage les présidences de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité à en tenir activement compte dans les futures procédures de sélection.

Dialogues informels et présentation de la vision stratégique des candidats et des candidates

- Le Groupe ACT souligne qu'il faut continuer de suivre la pratique selon laquelle les candidats et les candidates présentent leur vision stratégique en énonçant clairement leurs priorités, conformément à la résolution [73/341](#) de l'Assemblée générale.
- Pour le Groupe ACT, les dialogues et les réunions informelles avec les candidates et les candidats constituent un élément essentiel de la procédure de sélection et contribuent à choisir la personne la plus qualifiée. Le Groupe encourage la présidence de l'Assemblée générale à organiser entre les candidats ou candidates et les États Membres des dialogues informels auxquels la société civile pourrait prendre une part effective.
- Le Groupe ACT estime qu'il est possible d'améliorer le format des dialogues informels en les rendant plus interactifs, par exemple en allouant davantage de temps aux candidates et candidats pour répondre aux questions et en permettant à la présidence de l'Assemblée générale de jouer pleinement son rôle de modérateur. Il encourage les États Membres à éviter les questions répétitives. Il encourage également la présidence de l'Assemblée générale à publier sur le site Web de la procédure de sélection les questions auxquelles ont été données des réponses écrites et à rendre les enregistrements vidéo des dialogues facilement accessibles sur cette même plateforme.

Collaboration entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité

- Le Groupe ACT se félicite de la collaboration entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pour ce qui est de lancer la procédure et de distribuer des informations sur les personnes candidates. Il encourage également la poursuite des réunions mensuelles entre la présidence de l'Assemblée générale et celle du Conseil de sécurité et la diffusion des résumés de ces réunions à tous les États Membres.
- Le Groupe ACT estime néanmoins que l'interaction entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale au cours de la procédure de sélection doit être améliorée pour répondre aux attentes des États Membres et aux normes les plus strictes en matière d'ouverture et de transparence.
- Le Groupe ACT engage la présidence du Conseil de sécurité à informer l'ensemble des États Membres de l'évolution de la procédure de sélection, en faisant preuve d'une transparence complète au sujet de chaque étape de la décision et des résultats obtenus, notamment ceux des votes indicatifs.
- En outre, vu le rôle actif qui est attribué à l'Assemblée générale à l'article 97 de la Charte des Nations Unies, le Groupe ACT estime nécessaire de réfléchir plus avant à la possibilité que le Conseil de sécurité soumette plusieurs candidatures à l'examen de l'Assemblée générale.

Méthodes de travail et calendrier

- Le Groupe ACT réaffirme qu'il importe d'établir un calendrier plus précis pour la procédure de sélection du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale.
- En vertu de la résolution [69/321](#), il est possible de présenter des candidatures dans le cadre de dialogues informels à tout moment de la procédure ; par souci de légitimité, le Groupe ACT juge essentiel que toutes les candidates et tous les candidats participent à des dialogues informels avec l'Assemblée générale avant que le Conseil de sécurité examine leur candidature.
- La mise en place d'un calendrier structuré applicable à la procédure de sélection a considérablement amélioré celles de 2015 et de 2016, mais il reste des progrès à faire. Le Groupe ACT estime que des améliorations s'imposent en ce qui concerne la date limite de présentation des candidatures et la procédure dans son ensemble.
- Le Groupe ACT propose ci-après un calendrier indicatif pour la nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale :
 - **Octobre de l'année précédant la nomination** : envoi d'une lettre commune des présidences de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité à tous les États Membres de l'ONU, les invitant à proposer des candidates et des candidats qualifiés ;
 - **Fin juin de l'année de la nomination** : date limite d'audition de tous les candidats et candidates par l'Assemblée générale, y compris dans le cadre des dialogues interactifs avec les États Membres et la société civile ;
 - **1^{er} octobre** : date limite pour la soumission, par le Conseil de sécurité, de sa recommandation à l'Assemblée générale et pour l'adoption, par cette dernière, de la résolution portant nomination du nouveau Secrétaire général ou de la nouvelle Secrétaire générale.

Société civile et autres parties prenantes

- La société civile joue un rôle précieux et doit continuer à prendre part à la procédure. Le Groupe ACT demande de veiller à ce qu'elle puisse participer activement aux dialogues informels avec les candidates et candidats, qu'il invite à entretenir à titre personnel des relations avec les organisations de la société civile.

Égalité des chances

- Le Groupe ACT, rappelant que l'Assemblée générale a la prérogative d'élaborer le projet de résolution portant nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale, propose qu'il fasse l'objet d'une consultation et que la version finale de ce document soit établie au plus tôt.
- Conformément à la teneur du serment prêté par le Secrétaire général, le Groupe ACT estime que celui-ci devrait jouir d'une indépendance totale dans la sélection de tout haut fonctionnaire, tout en tenant dûment compte de la représentation équilibrée des régions et des genres. Comme indiqué dans la résolution [70/305](#) de l'Assemblée générale, la procédure de nomination des chefs de secrétariat et du Conseil de direction de l'Organisation doit être inclusive et transparente et les hautes fonctions ne sauraient être monopolisées par les ressortissants de tel ou tel État ou groupe d'États ni leur être réservées par privilège.

Durée du mandat et limitation du nombre de mandats successifs

- Le Groupe ACT souhaite continuer à discuter des améliorations à apporter au serment.
 - Le Groupe ACT soutient qu'un mandat de secrétaire général(e) plus long, unique et non renouvelable pourrait être plus ciblé et plus orienté vers l'action et devrait être envisagé par le Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
-